

ADELMO MANNA

LA DISCIPLINA DELLA C.D. CRIMINALITÀ DA COMPUTER NEI PAESI FRANCOFONI

SOMMARIO

1. Premessa. — 2. Il furto. — 3. L'appropriazione indebita. — 4. La truffa. — 5. Il falso documentale. — 6. L'uso abusivo della carta di credito da parte del titolare. — 7. La nuova legge francese sul diritto d'autore. — 8. Conclusioni e prospettive di riforma.

1. PREMessa.

In questa breve rassegna sui profili più importanti della c.d. *Computerkriminalität* negli ordinamenti giuridici europei di lingua francese non tratteremo gli aspetti relativi alla tutela della riservatezza, bensì analizzeremo soltanto i problemi cui ha dato luogo il tentativo di « sussunzione » nelle tradizionali fattispecie criminose a tutela del patrimonio e della fede pubblica, delle c.d. *manipolazioni informatiche*.

Per « manipolazioni informatiche » intendiamo riferirci, secondo una classificazione ormai entrata nell'uso corrente¹, sia a quelle avvenute nella fase d'immissione dei dati (*input*), che in quella di elaborazione degli stessi, manipolazioni a loro volta distinguibili in quelle di *programma* o di *consol*, che, infine, nella fase di elaborazione dei dati (*output*). Non vanno infine trascurate, anche se sono di minore significato pratico, le manipolazioni del c.d. *hardware*, cui appartengono le parti meccaniche dell'elaboratore elettronico.

Paesi analizzati sono la Francia, il Belgio e il Lussemburgo, anche se va aggiunto che la struttura delle fattispecie criminose esami-

* Testo della relazione presentata nell'ambito di una ricerca sulla criminalità economica in corso di svolgimento presso l'Istituto di Diritto Penale della Università di Roma « La Sapienza ».

¹ Cfr. per tutti TIEDEMANN, *Criminalità da computer* (tr. e appendice a cura di PICOTTI), in *Pol. Dir.*, 1984, 613 ss., e spec. 616.

nate² è assai simile, per cui i problemi che sono sorti non differiscono grandemente.

Ciò non significa, ovviamente, che essi non siano di poco momento, in quanto si tratta in realtà di problematiche comuni a tutti i sistemi giuridici che attualmente tentano di combattere con le tradizionali normative questa nuova ed ormai sofisticata forma di criminalità.

² Per agevolare il lettore, si riportano di seguito le disposizioni dei tre codici penali in discorso, cui si fa spesso riferimento nel testo.

A) *Codice penale francese (del 22 febbraio 1810).*

§ 4. *Des faux en écriture privée, de commerce ou de banque*

Art. 150 (Ord. n. 58-1298 du 23 décembre 1958). — Tout individu qui aura, de l'une des manières exprimées en l'article 147, commis ou tenté de commettre un faux en écriture privée, de commerce ou de banque, sera puni d'un emprisonnement de un à cinq ans, et d'une amende de 1.000 F à 120.000 F.

(L. n. 72-1226 du 29 décembre 1972). Le coupable pourra être privé des droits mentionnés en l'article 42 pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Art. 151 (Ord. 58-1298 du 23 décembre 1958). — Sera puni des mêmes peines celui qui aura fait usage ou tenté de faire usage de la pièce faussée.

Art. 151-1 (L. n. 66-380 du 16 juin 1966). — Sera puni des peines prévues à l'art. 150, toute personne qui aura frauduleusement apposé ou tenté d'apposer une signature au moyen d'un procédé non manuscrit.

Les mêmes peines seront applicables à toute personne qui aura fait usage ou tenté de faire usage d'une lettre de change ou d'un billet à ordre sur lequel aura été frauduleusement apposée une signature au moyen d'un procédé non manuscrit.

Lorsqu'il aura été fait usage ou tenté de faire usage d'une chèque endossé frauduleusement au moyen d'un procédé non manuscrit, les peines seront celles de l'art. 405, alinéa 2, du présent code.

Art. 152. — Sont exceptés des dispositions ci-dessus, les faux certificats de l'espèce dont il sera ci-après parlé.

Art. 379 (*Vol*). — « Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol ».

Art. 405 (*Escroquerie*). — « Quiconque soint ent faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises; d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître

l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique; se sera fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles, ou de obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui... ».

Art. 408 (*Abus de confiance*). — « Quiconque aura détourné ou dissipé au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits, contenant ou opérants obligations ou décharges, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé... ».

(Cfr. *Code Pénal*, Paris, 1984, 122 ss.).

B) *Codice penale belga (del 1867).*

CHAPITRE IV. *Des faux commis en écritures et dans les dépêches télégraphiques*

Art. 193. — Le faux commis en écritures ou dans des dépêches télégraphiques, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, sera puni conformément aux articles suivants.

SECTION I^{re} *Des faux en écritures authentiques et publiques, en écritures de commerce ou de banque et en écritures privées*

Art. 194. — Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura commis un faux,
soit par fausses signatures,
soit par altération des actes, écritures ou signatures,
soit par supposition de personnes,
soit par des écritures faites ou intercalées sur des registres ou d'autres actes publics, depuis leur confection ou clôture,
sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans.

Art. 195. — Sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans tout fonctionnaire ou officier public qui, en rédigeant des actes de

2. IL FURTO.

La fattispecie cui si ricorre più frequentemente da parte della giurisprudenza è il *furto*.

In *Francia*, tuttavia, l'applicazione dell'art. 379 cod. pen. alla sottrazione dei dati informatici non avviene senza difficoltà, in quanto è quantomeno dubbio che il dato informatico possa essere equiparato

son minisère, en aura dénaturé la substance ou les circonstances,

soit en écrivant des conventions autres que celles qui auraient été tracées ou dictées par les parties,

soit en constatant comme vrais des faits qui ne l'étaient pas.

Art. 196. — Seront punies de reclusion, les autres personnes qui auront commis un faux en écritures authentiques et publiques, et toutes personnes qui auront commis un faux en écritures de commerce, de banque ou en écritures privées,

soit par fausses signatures,

soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures,

soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans les actes,

soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour objet de recevoir ou de constater.

Art. 197. — Dans tous les cas exprimés dans la présente section, celui qui aura fait usage de l'acte faux ou de la pièce fausse sera puni comme s'il était l'auteur du faux.

Art. 416 (*Vol*). — Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol.

SECTION II. *Des abus de confiance*

Art. 491. — Quiconque aura frauduleusement soit détourné, soit dissipé au préjudice d'autrui, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances, écrits de toute nature contenant ou opérant obligation ou décharge et qui lui avaient été remis à la condition de les rendre ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs.

Le coupable pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33.

SECTION III. *De l'escroquerie (et de la tromperie)*

Art. 496. — Quiconque, dans le but de s'approprier une chose appartenant à autrui, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, meubles, obligations, quittances, décharges, soit en faisant usage de faux noms ou de faus-

ses qualités, soit en employant des manoeuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, ou pour abuser autrement de la confiance ou de la crédulité, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à trois mille francs. Le coupable pourra, de plus, être condamné à l'interdiction conformément à l'art. 33.

(Cfr. *Code Pénal* a cura di DE HONDT, Gand, 1867, 90 ss.).

C) *Codice penale lussemburghese (del 16 giugno 1879).*

CHAPITRE IV. *Des faux commis en écritures et dans les dépêches télégraphiques*

Art. 193. — Le faux commis en écritures ou dans des dépêches télégraphiques, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, sera puni conformément aux articles suivants.

Art. 194. — Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura commis un faux,

soit par fausses signatures,

soit par altérations des actes, écritures ou signatures,

soit par supposition de personnes,

soit par des écritures faites ou intercalées sur des registres ou d'autres actes publics, depuis leur confection ou clôture,

sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans.

Art. 461 (*Vol*). — Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol.

Est assimilé au vol, le fait de soustraire frauduleusement un véhicule automoteur ou un cycle appartenant à autrui en vue d'un usage momentané et avec l'intention de le restituer.

Art. 491 (*Abus de confiance*). — Quiconque aura frauduleusement soit détourné, soit dissipé au préjudice d'autrui, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances, écrits de toute nature contenant ou opérant obligation ou décharge et qui lui avaient été

al concetto di « cosa »³. È pur vero che quest'ultima nozione ha subito una costante interpretazione evolutiva, fino a ricomprendersi, ad esempio, l'energia elettrica.

Ciò non toglie, però, che l'equiparazione tra la « sottrazione » materiale di una « cosa », che ne implica altresì l'apprensione, e quella di un dato informatico risulta quanto mai problematica. Siamo infatti ai limiti con l'analogia, notoriamente vietata soprattutto se *in malam partem*, il che ha consigliato la più attenta dottrina francese ad evidenziare numerose cautele nella sussunzione della sottrazione dei dati nella nozione di *vol*.

Non va, di contro, sottovalutato il fatto che, nella nozione di furto, comune ai codici penali francesi, belga e lussemburghese, la sottrazione deve essere avvenuta *fraudolentemente*, il che può essere assai utile per ricomprendersi molte delle manipolazioni informatiche, che, almeno a detta di alcuni⁴, presuppongono *sempre* una condotta di frode, o comunque ingannevole. Ciò, ovviamente, se si ritiene già risolta l'altra questione, concernente il ricomprensione nel concetto di cosa, anche i dati informatici.

Si è infine posto il problema di considerare come « *vol d'usage* » il c.d. furto di tempo, cioè l'utilizzazione non autorizzata

remis à la condition de les rendre ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 26 francs à 500 francs.

Quiconque, dans une intention frauduleuse, se sera fait servir des boissons ou des aliments qu'il aura consommés sur place en tout ou en partie, ou se sera fait donner un logement dans les établissements à ce destinés, ou se sera fait transporter sur les voies publiques par un voiturier qui fait du transport de personnes sa profession, ou aura rempli ou fait remplir, à une station exploitée par un professionnel de la distribution, les réservoirs d'un véhicule ou d'autres réservoirs, en tout ou en partie, de carburants ou lubrifiants, et sans avoir payé le prix, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 2.501 francs à 50.000 francs.

Les délits prévus au présent alinéa ne pourront être poursuivies que sur la plainte de la personne lésée. L'action publique sera éteinte par le paiement de la dette ou par le désistement de la partie plaignante.

Le coupable pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33, et placé sous la surveillance spéciale de la police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Art. 469 (*Escroquerie*). — Quiconque, dans le but de s'approprier une chose appartenant à autrui, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, meubles, obligations, quittances, décharges, soit en faisant usage de faux

noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, ou pour abuser autrement de la confiance ou de la crédulité, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 26 francs à 3.000 francs.

Le coupable pourra de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33, et placé sous la surveillance spéciale de la police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

(Cfr. *Code pénal et Code d'Instruction Criminelle*, Luxembourg, 1983, 130 ss.).

³ V. a tal proposito SARGOS-MASSE, *Le Droit pénal spécial né de l'informatique*, in AA.VV., *Informatique et Droit Pénal, Journée d'études du 15 novembre 1980*, sous la présidence de CATALA, Paris, 1983, 19 ss., e spec. 25 ss. In particolare, sul c.d. furto d'informazione, cfr. LUCAS DE LEYSSAC, *Il furto d'informazione* (tr. e adat. di CORRIAS LUCENTE), in questa *Rivista*, 1985, 625 ss.

⁴ Così PICOTTI, *Problemi penalistici in tema di falsificazione di dati informatici*, in questa *Rivista*, 1985, 939 ss. Sulla criminalità da computer nella letteratura italiana, v., da ultimo, il volume di CORRERA-MARTUCCI, *I reati commessi con l'uso del computer*, Padova, 1986, cui si rinvia anche per le opportune citazioni bibliografiche.

di un cervello elettronico, da parte di collaboratori infedeli o di estranei⁵.

Anche in *Belgio* l'applicazione della fattispecie relativa al furto, seppure non ha creato problemi quanto alla sottrazione di elementi del sistema informatico, oppure dei supporti della informazione, o dei dischi, altrettanto non può affermarsi circa i dati informatici, proprio per la difficoltà di considerarli « cose materiali ».

Tanto ciò è vero, che la Corte di Cassazione ha statuito che la sottrazione di « cose incorporali » non può integrare la fattispecie di cui all'art. 491 cod. pen., cioè l'appropriazione indebita⁶, con una motivazione che può valere però anche per il furto, in quanto gli oggetti elencati nella prima fattispecie non sono in fondo che specificazioni del concetto di « cosa », ed anche perché, come vedremo meglio in seguito, le difficoltà nell'applicazione dell'art. 491 cod. pen. alle manipolazioni informatiche sono analoghe a quelle riscontrate per il delitto di furto.

Si discute, tuttavia, se l'utilizzazione abusiva di apparecchi o di dati possa essere considerata come furto d'energia⁷.

Quanto, infine, al c.d. furto di tempo, si possono riscontrare le medesime problematiche già trattate in ordine ad una sua classificazione quale furto d'uso⁸.

Infine, anche in *Lussemburgo* la giurisprudenza considera oggetto del delitto di furto, previsto dall'art. 461 cod. pen., solo « *une chose mobilière corporelle* »⁹, in ciò influenzata ancora dalla tradizione romanistica, per cui questo è considerato ostacolo insormontabile nell'applicazione della norma in oggetto anche alla frode informatica, proprio a causa della natura incorporale dell'oggetto coinvolto¹⁰.

3. L'APPROPRIAZIONE INDEBITA.

Si è inoltre discusso se le manipolazioni informatiche, o comunque alcune di esse, potessero rientrare nella fattispecie dell'*appropriazione indebita*.

⁵ Sulla nozione di « furto di tempo », cfr. per tutti, TIEDEMANN, *op. cit.*, 621; sulla problematica relativa al diritto francese, SARGOS-MASSE, *op. loc. ult. cit.*

⁶ Cass. 17 octobre 1963, *Pas.*, 1964, I, 171.

⁷ Sull'evoluzione della giurisprudenza in questa materia, cfr. BRAHY, *Les vols d'eau et d'énergie, le vol d'usage*, in *J.T.*, 1975, 597; HUYBRECHTS, *Les vols d'eau, de gaz et d'électricité*, in *Rev. dr. pén. crim.*, 1935, 236.

⁸ L'art. 461, comma 2, del codice penale belga assimila, a tal proposito, al furto, il fatto di sottrarre fraudolentemente la cosa altrui in vista di un uso momentaneo. La norma è stata infatti applicata ad un furto di dati (Corr. Namur, 6 avril 1976, *Rev. rég. de droit*, 1976-1977, 42).

⁹ Arrêt de la Cour de Cassation du 12 juin 1928, in *Pasicrisie*, 11, 330.

¹⁰ Cfr. JAEGER, *La fraude informatique*, in *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 1985, 4, 323 ss., e spec. 340 s.

In Francia si è data risposta negativa, soprattutto a causa della particolare struttura ivi assunta dall'*abus de confiance* (art. 408 cod. pen.) che presuppone, nel soggetto attivo, un possesso qualificato del bene, frutto cioè di una serie di contratti, quali il deposito, il mandato, e così via, che difficilmente si possono riscontrare nelle ipotesi, ad esempio, di « *détournement de la carte magnétique* »¹¹.

Anche in Belgio non si è ritenuto opportuno utilizzare la norma che punisce l'appropriazione indebita per le manipolazioni informatiche, sia a causa del fatto, già ricordato, che la giurisprudenza richiede, come per il furto, la natura materiale della cosa¹², sia perché per l'*abus de confiance* il legislatore ha usato anche termini più restrittivi, quali « *effets, deniers, marchandises, billets, quittances, écrits de toute nature contenant ou opérant obligation ou décharge* »¹³.

Analogo discorso vale infine per la norma corrispondente (art. 491) nel codice penale lussemburghese, che è altresì di analogo tenore di quella francese e belga.

Prima difficoltà che s'incontra è dunque il ristretto numero di oggetti elencati dalla norma, che non sono ovviamente estensibili per analogia, come bene ha stabilito la giurisprudenza¹⁴.

Si potrebbe, comunque, fornire un'interpretazione ampia all'espressione « *écrits de toute nature contenant ou opérant obligation ou décharge* »¹⁵: l'esigenza, però, di uno « scritto » farebbe sorgere il medesimo problema che s'incontrerà a proposito dei delitti di falso, se cioè un dato informatico possa esservi equiparato, e qui la risposta affermativa è, come vedremo, davvero problematica.

Residua, infine, l'ulteriore questione, già esaminata, della natura incorporale della cosa « *détournée ou dissipée* ».

Per tutto questo insieme di ragioni l'utilizzabilità dell'*abus de confiance* per le frodi informatiche è da escludere.

4. LA TRUFFA.

Altra fattispecie di cui si è ipotizzata l'applicabilità alle manipolazioni informatiche è il delitto di truffa.

¹¹ PRADEL-FEULLARD, *Les infractions commises au moyen de l'ordinateur*, in *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, etc., cit., 307 ss., e spec. 313.

¹² Cass. 17 octobre 1963, cit.

¹³ Cfr. sul punto SPREUTELS, *Infractions liées à l'informatique en droit belge*, in *Revue*

de Droit Pénal, etc., cit., 357 ss., e spec. 363. V. inoltre sulla *Computerkriminalität* nel diritto belga, DE SCHUTTER, *La criminalité liée à l'informatique*, in *ibid.*, 383 ss.

¹⁴ Cour de Cassation luxembourgeoise 12 juillet 1928, *Pas.*, 11, 330.

¹⁵ Cfr. sul punto JAEGER, *op. cit.*, 350.

Va a questo proposito preliminarmente osservato che, a differenza di quel che accade, ad esempio, nei codici penali italiano e tedesco¹⁶, ove si richiede espressamente l'induzione in errore del soggetto passivo, la fattispecie dell'*escroquerie* nei codici penali francese, belga e lussemburghese è formulata nel senso che sono soltanto necessarie « *manoeuvres frauduleuses* », senza che si richieda altresì esplicitamente che queste ultime abbiano indotto in errore una persona fisica.

Ciò ha condotto autorevole dottrina¹⁷ a ritenere più facilmente applicabile alle frodi informatiche il delitto di *escroquerie* così formulato, rispetto alle fattispecie del delitto di truffa in vigore in Italia e in Germania.

Ciò nonostante, in *Francia* si sono poste le stesse obiezioni già formulate, ad esempio, in Germania, avverso l'utilizzazione del delitto di truffa, proprio perché, si è detto, non si può ... « ingannare una macchina ».

In tal senso si è espressa anche una sentenza del Tribunale di Lilla¹⁸, che ha affermato che « un'allegazione menzognera suppone necessariamente il rapporto diretto di due persone, e, tale rapporto non esiste tra una persona e una cosa, per cui il fatto contestato al prevenuto non può essere considerato come una truffa... ».

Anche in *Belgio*, ove pure la giurisprudenza ha talvolta utilizzato il delitto di truffa¹⁹, si è tuttavia osservato come la relativa fattispecie non possa comunque esaurire tutte le ipotesi di frode informatica, fra le quali ad esempio quelle in cui l'inganno consista semplicemente nell'apparizione di alcuni dati su di uno schermo²⁰.

Forse la vera ragione dell'inutilizzabilità dell'*escroquerie* per le frodi informatiche è insita nella seguente osservazione di un valente autore *lussemburghese*²¹. Egli sostiene che le difficoltà derivano dalla stessa terminologia usata dal codice « *pour persuader (...), pour faire naître l'espérance ou la crainte (...), pour abuser autrement de la confiance ou de la crédulité* ».

Non vi è dubbio che questa idea generale di persuasione, espressa nell'art. 496 cod. pen., sia da mettere in relazione con la persona umana. Non si può, infatti, in tal senso « *persuader* » una macchina.

¹⁶ § 263 — Truffa — « 1) Chi, nell'intento di procurare a sé o ad un terzo un vantaggio patrimoniale illecito, danneggia il patrimonio di altri, *inducendolo o mantenendolo in errore* mediante affermazione di circostanze false oppure mediante alterazione o dissimulazione di circostanze vere, viene punito per il reato di truffa col carcere, oltre al quale può essere inflitta la pena pecuniaria o la perdita dei diritti civili ed onorifici ». V. *Codice penale tedesco*, tr. e annot. da PAGANO, Milano, 1967, 153.

¹⁷ TIEDEMANN, *op. cit.*, 624.

¹⁸ Trib. corr. Lille, 15 décembre 1900, D. 1901, 2, 365.

¹⁹ V., ad es., Cass. 26 mars 1976, *Bull.* n. 97, 232, relativa a documenti di natura tale da far ipotizzare l'esistenza di un credito inesistente allorquando siano emanazione di una procedura di elaborazione elettronica di calcolo e di gestione che conferisce loro credibilità ed efficacia; *id.*, 16 mai 1979, in *Rev. trim. droit et proc. civ.*, 1979, 688.

²⁰ Così SPREUTELS, *La responsabilità penale connessa ad abusi nell'applicazione dell'informatica*, (tr. e adat. di ROSSELLO), in questa *Rivista*, 1985, 123 ss., e spec. 131.

²¹ JAEGER, *op. cit.*, 344.

L'osservazione appare fondata, e ad essa si può aggiungere altresì che dall'intera formulazione del delitto di *escroquerie*, comune ai codici francese, belga e lussemburghese, si può evincere che la *ratio* della norma sia quella d'impedire l'inganno di un soggetto determinato, *persona fisica*, onde evitare che quest'ultimo possa, elargendo fondi *et similia*, essere privato in tutto o in parte della propria « *fortune* ».

Se così è, come appare difficilmente controvertibile, ne risulta che anche il delitto di truffa, nonostante le apparenze, risulta inutilizzabile — o comunque crea notevoli problemi di applicazione nei sistemi penali francofoni, per reprimere le frodi connesse agli elaboratori elettronici.

5. IL FALSO DOCUMENTALE.

L'ultima categoria di fattispecie criminose tradizionali, in ordine alle quali si discute se vi possano rientrare le c.d. manipolazioni informatiche, è costituita dai reati di falso.

La questione riveste un particolare interesse, anche perché una recente opinione dottrinaria, avvalorata dagli sviluppi avvenuti in materia nella Repubblica Federale Tedesca²², ha sostenuto, sia pure *de iure condendo*, la necessità di rinvenire in ogni manipolazione informatica un delitto di falso, prodromico alla realizzazione di ulteriori reati, quali in particolare quelli contro il patrimonio²³.

La previsione, in ogni caso, nella *Computerkriminalität*, di una fattispecie di falso, permetterebbe, inoltre, una « difesa avanzata » contro questo pericoloso e nuovo fenomeno criminoso, che in tal modo non verrebbe represso *soltanto* alla avvenuta esecuzione dei reati-scopo.

La prospettiva, indubbiamente interessante, è tuttavia *de lege ferenda*, proprio perché l'autore, sia pure con precipuo riferimento agli ordinamenti italiano e tedesco, si rende conto delle difficoltà di applicare le tradizionali figure di falso ai *computer crimes*, difficoltà che si sostanziano nel fatto che la falsificazione di un dato informatico non può equivalere a quella di un documento.

Alle stesse conclusioni si è giunti anche da parte della dottrina francese, per la quale il falso è « *une altération frauduleuse de la vérité, susceptible de causer un préjudice, dans un écrit...* »²⁴.

²² Cfr. LAMPE, *Die strafrechtliche Behandlung der sog. Computerkriminalität*, in GA, 1975, 2 ss.; SIEBER, *Informationstechnologie und Strafrechtsreform. Zur Reichweite des künftigen zweiten Gesetzes, zur Bekämpfung der Wirtschaftskriminalität*, Köln, 1985, 25 ss. Dello stesso A. vedi anche

Computerkriminalität und Strafrecht, 2 Aufl., Köln, 1981, 2 ss.; *The international Handbook on Computer Crime*, Chichester, 1986, 1 ss.

²³ PICOTTI, *op. cit.*, 950 ss.

²⁴ VOUIN-RASSAT, *Droit pénal spécial*, 5°, Paris, 1983, n. 353.

La questione è, dunque, quella d'intendere il significato di « *écrit* »: certo, la giurisprudenza ne dà un'interpretazione ampia, adatta ai tempi, e comprendente anche i manoscritti stampati o dattilografati²⁵. Può tuttavia essere ancora considerato uno scritto un dato di un elaboratore elettronico? È possibile, si risponde, se si separano il documento e lo scritto, ma non sembra, appunto, che ciò sia possibile per le tradizionali figure criminose relative al falso²⁶.

Anche in *Belgio* i risultati cui sono giunti la prevalente dottrina e giurisprudenza non sono dissimili, pur se la letteratura più recente ritiene applicabile la nozione di scrittura alle schede perforate²⁷. Si pone, però, a questo punto la domanda, se si possa estendere la nozione in discorso anche ai nastri o dischi magnetici, magari sull'onda di una recente giurisprudenza svizzera²⁸, che ha ritenuto applicabile alla falsificazione dei nastri o dei dischi magnetici la sanzione prevista per il falso in scrittura.

Alcuni autori hanno infatti espresso l'opinione che la registrazione di un'informazione per mezzo di strumenti informatici costituisca di per sé una forma di scrittura²⁹.

Analoghe perplessità si riscontrano, infine, anche in *Lussemburgo*, ove ci si è giustamente chiesti se quantomeno l'*output*, ma anche la c.d. fase intermedia, possano essere considerati espressioni esclusivamente del pensiero umano, oppure anche di un « pensiero meccanico della macchina »³⁰.

Se dunque lo scritto deve essere espressione del pensiero umano, ne deriva che le falsificazioni, in particolare quelle ottenute nelle fasi intermedie e di *output*, ben difficilmente potranno essere considerate falsi punibili, per lo meno alla stregua della odierna elaborazione delle fattispecie criminose a tutela della fede pubblica.

Il risultato di questa breve disamina in ordine alla applicabilità, nei Paesi francofoni, di alcune tradizionali fattispecie criminose a tutela del patrimonio e della fede pubblica, alle c.d. manipolazioni informatiche, è dunque negativo.

Prima, tuttavia, di soffermarsi su talune prospettive *de lege ferenda*, riteniamo utile esaminare il caso, particolare, ma assai discusso negli ordinamenti giuridici di cui ci stiamo occupando, dell'utilizzazione abusiva della carta di credito da parte del titolare, nonché la questione relativa alla protezione dei dati informatici mediante il diritto d'autore.

²⁵ Cfr. sul punto PRADEL-FEULLARD, *op. cit.*, 310.

²⁶ PRADEL-FEULLARD, *op. cit.*, 311.

²⁷ MARCHAL, *Faux commis dans les écritures et dans les dépêches télégraphiques*, in *Novelles*, Droit pénal, t. II, 1967, 421.

²⁸ In una pronuncia resa nel 1970 (ATF. 96, IV, 185, in *Journ. des Tribunaux* (Svizzera), *Droit pénal*, IV, 1972), il Tribunale fede-

rale svizzero ha ritenuto che dati informatizzati possano costituire scritture in senso proprio o destinate a provare fatti aventi una rilevanza giuridica, e che è quindi possibile, nel manipolarli, commettere i reati previsti dagli artt. 251 ss. del codice penale svizzero.

²⁹ Cfr. sul punto SPREUTELS, *La responsabilità penale, etc.*, cit., 130.

³⁰ JAEGER, *op. cit.*, 346-347.

6. L'USO ABUSIVO DELLA CARTA DI CREDITO DA PARTE DEL TITOLARE.

La questione dell'utilizzazione abusiva della carta magnetica in un distributore automatico di biglietti di banca (D.A.B.), oppure presso l'« *Office des Chèques Postaux* », da parte del titolare — e quindi non da parte di terzi, che magari si siano illecitamente appropriati della carta, oppure del relativo numero segreto di codice, che la banca fornisce ad ogni cliente per il prelievo automatico — ha dato luogo a differenti soluzioni, e in dottrina, e in giurisprudenza.

Le due tesi opposte consistono, l'una, nel considerare la fattispecie quale delitto di furto, e questa è la tesi che fino al 1983 è stata prevalente soprattutto in giurisprudenza, sia francese, che belga³¹, anche se non sono mancate pronunce in senso contrario³². L'altra, assai seguita in dottrina³³, consiste invece nel ritenere l'utilizzazione abusiva, cioè *al di là del plafond concesso al cliente*, una semplice violazione contrattuale. A dirimere la controversia è intervenuta, alla fine del 1983, un'importante sentenza della Corte di Cassazione francese³⁴, che ha preferito adottare la seconda soluzione, motivando sul fatto che la fattispecie non sarebbe ricompresa in nessuna disposizione incriminatrice.

In realtà la tesi in discorso si fonda sull'assunto di un particolare rapporto, di natura contrattuale, fra la banca e il cliente, avente ad oggetto la « provvigione » di una determinata somma di denaro.

In questo contesto, come ha sostenuto la SOUSI ROUBI³⁵, non si potrebbe considerare « sottrazione fraudolenta », e quindi furto, il prelevamento di una somma superiore alla provvigione, proprio perché la banca, se l'ha concessa al cliente, ha anche implicitamente ammesso la possibilità di un « conto in rosso », da risolversi comunque nell'ambito contrattuale, relativo alla provvigione medesima.

³¹ Cfr. ad es.: Cour d'Appel de Lyon, 4^o Ch. Corr., 20 avril 1982, in *Dalloz-Sirey*, 1982, 538 ss., con nota contraria della SOUSI-ROUBI; Bruxelles, 22 mars 1973, *J.T.*, 1974, 65, con nota di VANDERVEEREN, che ha ritenuto il soggetto colpevole di furto c.d. con la « chiave falsa ». V. comunque per un esame dettagliato della giurisprudenza in materia, le rassegne di BOUZAT, *Crimes et délits contre les biens*, in *Rev. Sc. Criminelle et de Dr. Pénal Comparé*, 1983, 91 ss.; Id., *Crimes et délits contre les biens*, in *ibid.*, 1984, 515 ss.; e di MASSÉ, *Infractions contre l'ordre financier*, in *ibid.*, 1985, 101 ss.

³² V. ad es.: Cour d'Appel d'Angers, 4 février 1982, in *Dalloz-Sirey*, 1982, 312 ss., con nota della SOUSI-ROUBI.

³³ Cfr. in tal senso soprattutto i saggi

della SOUSI-ROUBI, fra i quali, oltre alle note già citate, v., Id., *Le retrait abusif de fonds d'un distributeur automatique de billets: de l'impunité à la sanction*, in *Gazette du Palais*, 1984, 2^o sem., 570 ss.; nonché le perplessità già avanzate da BOUZAT, *op. cit.*, 1983, 92; Id., *op. cit.*, 1984, 516, che tuttavia ritiene necessaria una riforma legislativa; CABRILLAC-TEXSIÉ, *Crédits et titres du crédit*, in *Rev. trim. dir. com.*, 1981, 334.

³⁴ Cour de Cassation, Ch. Crim., 24 novembre 1983, in *Dalloz*, 1984, 465, con nota di LUCAS DE LEYSSAC; nonché in questa *Rivista*, 1985, 720, con nota di G. CORRIAS LUCENTE, *Bancomat e rilevanza penale dell'abuso da parte del correntista*.

³⁵ SOUSI-ROUBI, *Le retrait, etc.*, cit., 571;

Queste argomentazioni sono state criticate da parte della dottrina³⁶, in quanto si è sostenuto come non possa ammettersi che la rimessa dei biglietti di banca costituisca *ipso facto* la prova della esistenza di una provvigione.

L'argomento prova troppo: non si può infatti sostenere che la provvigione copra anche l'abuso della carta magnetica *oltre* la somma a disposizione, ch  altrimenti non saremmo di fronte neppure alla violazione di un obbligo contrattuale.

A nostro avviso, la soluzione del problema pu  essere intravista a livello di interpretazione, nella fattispecie relativa al furto, dell'avverbio « fraudolentemente »: posto, infatti, che la riscossione di una somma di denaro superiore a quella disponibile appare integrare il concetto di sottrazione di cosa altrui, dato che l'eccedenza non   certo di propriet  del cliente, bisogner  stabilire in primo luogo se quest'ultimo non sapesse di essere andato « *ultra petita* », e quindi avesse agito per mera imprudenza. In tale ipotesi appare effettivamente difficile parlare di furto, proprio perch  la sottrazione non   avvenuta in modo fraudolento, mancandone i presupposti per cui ben si pu  trattare della semplice violazione di un obbligo contrattuale.

Appare invece arduo assimilare ad essa il caso di chi, ben conscio di prelevare una somma *oltre* quella disponibile, utilizzi lo stesso la carta magnetica.

Qui invece sembra pi  esatto ritenere sussistente il delitto di furto, proprio perch  il soggetto, conscio di non avere il diritto di prelevare la somma, utilizza lo stesso la carta magnetica, rendendo cos  la sottrazione *fraudolenta*.

N  si potrebbe a ci  obiettare che ad essere ingannato non   il banchiere, bens  la macchina, in quanto il delitto di furto cos  come formulato nei codici penali europei di lingua francese, non richiede l'inganno di una persona *fisica*, n  ci  lo si evince dal contesto normativo, n  dalla *ratio legis*, come pu  argomentarsi per l'*escroquerie*.

Se infine si pone mente al fatto che, secondo la Corte di Cassazione francese, la nozione di sottrazione fraudolenta significa « la presa di possesso di una cosa appartenente ad altri contro il volere del proprietario »³⁷ — pur se con questa nozione si riduce notevolmente la portata del concetto di frode — non si pu  non rilevare la contraddizione fra questo orientamento e la pronuncia del 24 novembre 1983, che ha escluso la sussistenza del delitto di furto.

³⁶ DEMANET, *De l'utilisation frauduleuse des cartes bancaires: une nouvelle incrimination est-elle nécessaire*, in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1985, 915 ss., e spec. 925; analogamente, nel senso che si   in presenza di un delitto di furto, LARGUIER,

L'abus de distributeur de billets par le titulaire d'un compte insuffisamment approvisionn  ne peut-il être p nalement incrimin ?, in *La Semaine Juridique*, 1982, I, 3061-3062.

³⁷ Cass. 22 juillet 1975, *Bull. et Pas.*, 1975, 1069.

La questione è dunque ancora suscettibile di sviluppi e solo l'ulteriore corso della dottrina e della giurisprudenza potranno ancorare la soluzione a criteri più stabili ed uniformi³⁸.

7. LA NUOVA LEGGE FRANCESE SUL DIRITTO D'AUTORE.

Altro problema degno di particolare menzione, pur se non attiene specificamente al diritto penale, riguarda la possibilità o meno di considerare le opere audiovisuali, prodotte dai calcolatori elettronici, quali opere dell'ingegno, e quindi, in quanto tali, suscettibili di protezione tramite il diritto d'autore.

È a tal fine interessante seguire lo sviluppo della questione soprattutto in Francia, in quanto di recente una legge è intervenuta a risolverla.

Originariamente, la « *loi n. 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique* » non menzionava, ovviamente, le opere in questione fra quelle da ricomprendere nell'ambito del diritto d'autore e quindi non le proteggeva. Tuttavia, anche la successiva « *loi du 13 juillet 1978 sur les brevets d'invention* », intervenuta quindi già in epoca in cui i calcolatori elettronici erano sufficientemente diffusi, oppose una barriera insormontabile: il suo art. 6, c) disponeva infatti categoricamente « *ne sont pas considérés comme invention... les programmes d'ordinateurs* »³⁹.

Nonostante ciò, e soprattutto a seguito di una sentenza della Corte d'Appello di Parigi del 15 giugno 1981 nel caso Schlumberger⁴⁰, che aprì una breccia, evidenziando soprattutto le conseguenze pratiche cui avrebbe condotto una interpretazione rigorosamente letterale della norma, si verificò un profondo contrasto fra giurisprudenza civile, orientata a considerare i programmi dei calcolatori elettronici quali opere d'ingegno, e quella penale, decisamente attestata su posizioni negative⁴¹. Si rese, pertanto, necessario l'intervento del legislatore,

³⁸ Va comunque a tal proposito rilevato che, nell'*Avant-Projet du Code pénal*, è prevista come « contravvenzione di 2° categoria » il fatto di ottenere, con frode, un oggetto fornito da un apparecchio automatico. Cfr. LARGUIER, *op. cit.*, 3060.

³⁹ Cfr. sul punto BONNEAU, *La protection des logiciels*, in *Gazette du Palais*, 1985, nr. 261, 262, 2 ss.

⁴⁰ Sulla quale v. il commento di LE TOURNEAU, *Variations autour de la protection du logiciel*, in *Gaz. Pal.* del 4-6 juillet 1982.

⁴¹ Quanto alla giurisprudenza civile, si possono menzionare: l'*arrêt de la Cour d'Appel de Paris, du 2 novembre 1982 dans l'affaire dite BMW et les jugements du Tribunal de grande instance de Paris du 21 septembre 1983 nel caso Apple e il 27 juin 1984 nel caso System-Assist*, sul quale ultimo in particolare, v. la nota di BONNEAU, *Informatiser n'est*

pas jouer, in *Gaz. Pal.*, 23-24 janvier 1985. Circa la giurisprudenza penale, v. due *arrêts rendus par la Cour d'Appel de Paris*, il 4 giugno 1984 nel caso Atari e il 20 febbraio 1985 nel caso Presotto sul quale v. il commento di BONNEAU, *Du Prétoire au Sénat*, in *Gaz. Pal.*, 26-28 maggio 1985; nonché un *jugement del Tribunal correctionnel de Nanterre*, del 29 giugno 1984, nel caso Coreland. Va a tal proposito rilevato che anche in Italia è recentemente intervenuta la Cassazione 6 febbraio 1987, in questa *Rivista*, 1987, 693, con nota di MINERVA, annullando una precedente decisione del Pretore di Napoli, secondo cui la riproduzione del *software* applicativo non sarebbe prevista come reato dall'art. 171 della L. 22 aprile 1941, n. 633, non essendovi il *software* menzionato fra le opere d'ingegno previste dall'art. 1 della legge. La Cassazione, con una pronuncia invero discutibile, è andata di avviso opposto, ritenendo che il *software*, es-

che si ebbe con la « *loi n. 65-660 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle* »⁴².

Questa legge, agli artt. 1-5, che integrano fra l'altro la precedente normativa sulla proprietà letteraria e artistica, pone la regola fondamentale che le « opere audiovisuali » sono considerate opere dell'ingegno e come tali protette.

La tutela apprestata dalla legge — c.d. legge Lang dal nome dell'allora Ministro della Cultura — è prevalentemente quella tipica del diritto d'autore, ma contiene altresì due fattispecie incriminatrici.

L'una (art. 56), di nuova introduzione nel codice penale, all'art. 426-1, riguarda la « riproduzione, comunicazione o messa a disposizione del pubblico, a titolo oneroso o gratuito, di un videogramma o di un programma realizzato senza l'autorizzazione del titolare », e la sanzione è, cumulativamente o anche solo alternativamente, dell'« *emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 6.000 F à 120.000 F* ».

Alla stessa pena soggiace altresì l'importazione e l'esportazione, dei programmi e dei videogrammi realizzati senza l'autorizzazione. È prevista, infine, la sola pena dell'ammenda per il mancato versamento della remunerazione dovuta al titolare del diritto d'autore per l'utilizzazione delle opere, comprese, ovviamente, quelle relative ai calcolatori elettronici.

L'altra, art. 58, si limita a modificare il penultimo comma dell'art. 425 del codice penale, ed a punire la contraffazione, avvenuta in Francia, di opere pubblicate in Francia o all'estero, con la pena della reclusione da tre mesi a due anni e della multa da 6.000 a 120.000 franchi, oppure con una soltanto di dette pene.

8. CONCLUSIONI E PROSPETTIVE DI RIFORMA.

L'intervento del legislatore francese, seppure assai importante, perché ha finalmente riconosciuto che anche i programmi dei calcolatori elettronici sono opere dell'ingegno e come tali vanno tutelati, ha risolto tuttavia soltanto un aspetto dei complessi problemi legati ai *computer*, e soprattutto ha ancora lasciato insoluto il tema più

sendo frutto di creazione intellettuale, dovesse essere equiparato alle opere dell'ingegno, e come tale tutelato dalla legge sul diritto d'autore, *comprese le norme penali*. Come si può agevolmente constatare, l'auspicio intervenuto per colmare un vuoto di tutela è avvenuto però con un'interpretazione apparentemente evolutiva, ma che si risolve, a ben vedere, in un'estensione analogica, in quanto il procedimento seguito è quello della ricerca dell'identità di *ratio*, che per di più è inammissibile, in

quanto, per il collegamento fra l'art. 1 e l'art. 171 l.d.a., comporta un'applicazione analogica, sia pure indiretta, di una norma penale incriminatrice. Appare dunque più corretta la via della riforma legislativa seguita in Francia, anche per evitare pericolose forme di supplenza giudiziaria.

⁴² La legge è pubblicata in *Journal Officiel de la République Française*, 4 juillet 1985, 7495 ss.

propriamente legato alla c.d. *Computerkriminalität*, che abbiamo trattato all'inizio.

Se infatti l'indagine che abbiamo condotto ha dimostrato l'inidoneità delle tradizionali fattispecie criminose a tutela del patrimonio e della fede pubblica a ricomprendere anche le c.d. manipolazioni informatiche, vuol dire che è necessaria l'introduzione di nuove ipotesi di reato.

Ciò assume attualmente una sempre maggiore importanza ed urgenza, anche in considerazione del fatto che nella Repubblica Federale Tedesca, è stata promulgata di recente e cioè il 15 maggio 1986, la « *Seconda Legge per la lotta alla criminalità economica* » (2. WiKG)⁴³, che ha, fra l'altro, introdotto nel codice penale, diversi « reati informatici », anche in aggiunta a quelli previsti nel Progetto⁴⁴.

Ed infatti, oltre alla « *Truffa mediante computer* » (§ 263a StGB), al « *Falso in dati memorizzati* » (§ 269) e all'« *Inganno nei rapporti giuridici in ipotesi di elaborazione di dati* », ed alle minori integrazioni ai §§ 271-273-274-348 dello StGB, sono state introdotte le seguenti, « nuove » figure di reato: lo « *Spionaggio dei dati* » (§ 202 a), l'« *Abuso di carte di credito e di Scheck* » (§ 266 b) — limitato, tuttavia, all'abuso da parte di terzi, e non del titolare — la « *Modificazione dei dati* » (§ 303 a), e il « *Sabotaggio del computer* » (§ 303 b).

In Francia, invece — e non anche in Belgio e in Lussemburgo, ove ancora non si è dato corso ad una riforma dei rispettivi codici penali — fino al 1978 si era definita la riforma della sola parte generale del codice penale, con la pubblicazione dell'*Avant-Projet*, elaborato dalla *Commission de Revision du Code Penal*⁴⁵. Quanto alla parte speciale, si auspicava, in particolare — per quanto qui ci può riguardare — una riforma dei delitti di truffa e appropriazione indebita, per

⁴³ Il testo della legge è interamente pubblicato in *Bundesgesetzblatt*, 1986, nr. 21, 721 ss.; per un commento, cfr. PICOTTI, *La nuova normativa in tema di criminalità da computer nella Repubblica Federale di Germania*, in corso di pubblicazione su questa Rivista; dello stesso v. anche *La rilevanza penale degli atti di « sabotaggio » ad impianti di elaborazione dati*, (nota a Trib. Firenze, 27 gennaio 1986, Pasqui), *ibid.*, 1986, 969 ss. e spec. 973 ss.; sul tema v. anche, da ultimo, la relazione di TIEDEMANN, *La seconda legge tedesca contro la criminalità economica del 1° agosto 1986*, al Congresso *Nuove forme di criminalità economica e finanziaria: sanzioni e garan-*

zie, Milano, 22-23 maggio 1987 (atti in corso di pubblicazione).

⁴⁴ Il testo del Progetto di una seconda legge per la lotta alla criminalità economica (2. WiKG) trovasi pubblicato nella *Drucksache* del Consiglio federale n. 219/82 del 4 giugno 1982; per un commento all'intero disegno di legge, cfr. MÖHRENSCHLAGER, *Der Regierungsentwurf eines zuweiten Gesetzes zur Bekämpfung der Wirtschaftskriminalität*, in *Wistra-Zeitschrift für Wirtschaft, Steuer, Strafrecht*, 1982, I, 201 ss.

⁴⁵ Commission de Revision du Code Pénal, *Avant-Projet définitif de Code Pénal*, livre 1, *Dispositions générales*, Paris, 1978, *passim*.

renderli più adatti a reprimere le nuove forme di criminalità⁴⁶, il che appunto non poteva non interessare anche i c.d. reati informatici.

Successivamente, il 22 ottobre 1981 fu istituita dal Ministro della Giustizia Badinter una nuova Commissione di revisione del codice penale, di cui facevano parte, fra gli altri, i Proff. Delmas-Marty e Levasseur.

I risultati dei lavori della nuova Commissione furono sottoposti al Consiglio dei Ministri nel mese di febbraio del 1985, per essere successivamente esaminati, per il visto, dal Consiglio di Stato, ma la caduta del governo impedì la definitiva conversione in legge dell'*'Avant-Projet*. La « nouvelle Commission » si era occupata in particolare del problema delle sanzioni, nonché di quello relativo alla responsabilità penale delle persone giuridiche, ma aveva dedicato anche una parte dei lavori alla protezione dei sistemi informatici.

Si riteneva, infatti, necessaria la creazione di nuove fattispecie criminose, quali l'« Accesso fraudolento ad un programma »; lo « Spionaggio informatico » ed il « Sabotaggio della memoria di un calcolatore », oppure la « Modifica dei dati informatizzati », eseguiti per ottenere dei vantaggi illeciti. Tali reati erano passibili di pene varianti, a seconda dei casi, da tre a cinque anni di reclusione, nonché della multa⁴⁷.

Putroppo queste nuove figure di reato non sono ancora state introdotte nel codice penale francese, per le ragioni dianzi chiarite.

Ciò non toglie, tuttavia, nulla all'urgenza di una riforma legislativa in tal senso orientata, urgenza motivata anche dal fatto che le tradizionali figure di reato offrono una tutela insufficiente e inadeguata avverso questa nuova e sofisticata forma di criminalità.

⁴⁶ Commission de Revision du Code Pénal, *op. cit.*, 107.

⁴⁷ Un ampio resoconto sui lavori della « nouvelle Commission » trovasi pubblicato su *Le Monde*, 20 dicembre 1985, p. 10; un commento, sia sulla riforma in generale, che, in particolare, sulla responsabilità penale delle persone giuridiche, della PACIA, *La responsabilità penale dell'ente in materia di inquinamento e le altre novità presentate nel progetto di riforma del codice penale*

francese, in *Temì Romana*, 1986, 47 ss.; da ultimo, sulla disciplina della criminalità da computer in Belgio ed in Francia, cfr. gli interventi di de SCHUTTER e CHAMOUX alla Tavola rotonda sul tema: « *Tendenze delle politiche criminali nella repressione dei computer crimes* », tenutasi nell'ambito del Convegno su: « *La criminalità informatica: prevenzione e repressione* », Roma, 4-6 dicembre 1986 (atti in corso di pubblicazione).